

# L'Abeille

de la Nouvelle-Orléans  
Journal Hebdomadaire  
Fondée le 1er Septembre 1827  
Publié par le Times-Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La. Téléphone Main 4100.  
Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.  
En Louisiana et au Mississippi... 10.00  
Par les Etats-Unis, en un an... 35.00  
Par mail

## L'effondrement général du traité de Versailles

On a tort de croire que les choses vont bien d'elles-mêmes. Ni l'ordre social, tel que nous le comprenons, ni l'ordre politique ne sont des choses naturelles—dans le sens de spontanéité. Il faut un effort, des principes, un apprentissage. Par conséquent, lorsque la paix règne à peu près (car il ne faut pas en ces matières faire démesurément le renchérissement), les probabilités sont en faveur de l'hypothèse suivante: "Les affaires sont bien dirigées, par des hommes capables, suivant des principes surs."

De même lorsque les événements tournent mal, il est légitime de penser: "Les affaires sont gâtées par des brouillons." Il va de soi que ce n'est pas toujours, ce n'est même presque jamais, celui qui se trouve au pouvoir au moment de la débâcle qui porte le poids des plus grandes responsabilités. Il faut rechercher un peu plus loin, un peu avant.

Regardons autour de nous. L'Allemagne, par exemple. Etait-il possible qu'un peuple, dressé, depuis deux siècles, pour la guerre et la rapine, enivré d'orgueil, résistât toujours à l'idée de se ruer sur ses voisins? L'Angleterre, maintenant. Est-il concevable que ce tout petit pays, ce minuscule pays, outrageusement spécialisé dans les affaires de commission, d'exportation, de finances et de courtage, ne fasse pas tout passer après son mercantilisme? "Vendre ou mourir," telle est la devise britannique, et tel est aussi le premier anneau d'une chaîne qui mène jusqu'à l'exploitation, plus ou moins rusée, mais voulue, des autres peuples.

Au tour de la France. Il est entendu, moitié par ce que c'est vrai, moitié par ce que c'est flatter, que nous valons un peu mieux que certains de nos voisins. Ne nous illusionnons pas pourtant. Regardons nos chefs dans le blanc des yeux. Une équipe démagogique, usée mais inlassable, dirige notre pays depuis cinquante ans. Les principes sont faux. Faux en politique, faux en sociologie, faux en religion. Notre population diminue. Nos dettes augmentent. Les impôts deviennent insupportables. Le fonctionnarisme nous écrase. Pour peu que vous soyez croyants, il nous est difficile d'admettre que Dieu bénisse un pays où son nom est officiellement ignoré, où ses ministres, en dépit de quelques légers amendements, sont encore persécutés.

Nos hommes d'Etat? Oh! le régime n'en est pas bien riche. C'est toujours les mêmes figurants qui agissent. Viviani, Briand, Millerand, Leygues, Ribot. L'expérience ne les a pas en tout et pour tout perfectionnés. Leur passé est souvent trouble. Les accusations les plus redoutables ont été, depuis trente ans, portées contre Clemenceau. En pleine Chambre Déroulède l'accusa d'être vendu à l'Angleterre. Viviani s'est calmé; mais j'ai lu dernièrement des révélations, si l'on peut dire, de Louis Thomas, sur le genre ordurier de son caractère qui le fait échouer dans toutes ses missions. Millerand a évolué beaucoup... mais quoi, n'insistons pas. Briand, pour ne parler que de cela, est, suivant la parole de M. Berthelot, d'une "ignorance encyclopédique." Ribot a fait preuve d'une éminente incapacité financière.

Aujourd'hui les erreurs accumulées par la France, par l'Angleterre, par l'Allemagne, sont en voie de liquidation. L'opération est en train depuis 1914; elle continue depuis la paix sur une autre plan, où il semble bien difficile d'éviter une catastrophe. Sera-t-elle exagérée de prétendre que nous l'avons (un peu) cherchée? Depuis quatre ans, l'Allemagne travaille à éluder certaines clauses, celles qui la gênent, du traité de Versailles.

Ce traité! A certains égards, il constitue le bloc et le résumé des préjugés anglo-français. Pour durer, pour être efficace, il supposait, durant tout un siècle, l'accord absolu, sur toutes les questions, de la France, de l'Angleterre, des Etats-Unis.

Cette présomption était une folie. Ne suffisait-il pas de considérer par quelles voies diverses ces trois Etats se trouvaient en guerre avec l'Allemagne, pour prévoir que leur conjonction s'évanouirait avec la cause qui l'avait provoquée. De toutes les nations en guerre, seule, l'Angleterre avait délibérément choisi sa voie. La France subissait l'épreuve. Nul doute qu'elle l'eût évitée, en 1914, si cela n'avait tenu qu'à elle.

Que reste-t-il aujourd'hui de l'accord, supposé durable et indispensable en 1919? Les Etats-Unis ont renié la signature de leur président. L'Angleterre a tenté de nous plier à ses vues égoïstes. Bref les mailles se sont tellement relâchées que l'Al-

lemagne a eu tout loisir de prendre ses ébats.

Pendant quatre ans elle a, synchrone, sous nos yeux léthargiques, subtilisé son actif en avilissant sa monnaie. Avec ce mélange d'audace, d'erreur, de forfanterie et de calcul qui caractérise cette nation, elle a, en 1922, comme en 1914, joué le tout pour le tout. En 1914 elle a joué l'empire universel. Elle l'a perdu. En 1922 sous la ruine universelle. Perdrait-elle?

En 1918, en 1919, voire en 1920, il eût été possible de saisir des gages productifs. Sans doute le corps du gage possible ne s'est pas évaporé; mais il s'est singulièrement alourdi. L'avilissement du mark transforme la richesse allemande en une sorte de gigantesque immeuble imbougeable, dont seul son occupant peut arriver à tirer parti. Pour ma part, dit-on me traiter de rêveur, je n'envisage qu'une solution à peu près efficace concurrentement à une saisie en grand: à savoir une prise d'otages. Si l'on s'empara d'une centaine de personnages marquants, depuis Stinnes, Wirth, Ebert, jusqu'à Scheide-mann et Hindenburg, sans parler de quelques princes, et en leur faisant entrevoir au moins une détonation rigoureuse, peut-être arriverait-on à remettre dans l'économie allemande cette bonne volonté sans laquelle rien n'est faisable.

Le traité de Versailles supposait qu'on fabrique des Etats avec des nationalités. Ce système conduit aujourd'hui l'infortuné Mgr Seipel, chancelier de l'Etat autrichien, à proposer son pays aux acheteurs les plus offrants.

Ce n'est pas le tout que de tracer, d'après des principes plus ou moins idéologiques, des frontières et des démarcations, il faut faire vivre les gens que vous baptisez d'un nom quelconque. Privés d'agriculture, affligés d'une population excessive, la malheureuse Autriche agonise. Qui la recueillera? L'Allemagne? L'Italie? La Petite Entente? Pourquoi pas la France? Le fardeau de six millions d'habitants est-il si lourd? Et n'y aurait-il pas moyen de trouver des compensations? Les seules industries achetées en Autriche par Stinnes depuis quatre ans d-domma-gèrent de bien des sacrifices.

Pendant quatre ans, la vitesse acquise, les façades existantes, ont pu prolonger la ridicule fiction de Versailles. Aujourd'hui la machine s'arrête et de toutes parts le décor craque sous la réalité.

Qu'allons-nous faire? M. Poincaré se trouve à devoir régler une situation qu'il n'a pas créée à lui tout seul. Il a du courage et des idées justes. Souhaitons-lui d'être dur et persévérant. Soutenons-le, s'il veut véritablement abattre l'Allemagne.

Mais là encore soyons véridiques. Si, en 1918, au lieu de rédiger des petits papiers, M. Poincaré s'était adressé à la nation française, en prenant à témoin les maréchaux et les Présidents des deux Chambres, qui l'auraient suivi, et eût déclaré: "On vous prépare un traité inexcusable, grotesque, auquel je ne puis donner ma signature," ah! hein! la situation aurait été radicalement modifiée. Nous aurions eu des gages, nous serions indemnisés, car l'opinion publique eût alors tout emporté.

Mais ni Floch, ni Poincaré, ni personne, n'a eu le courage de faire le grand geste sauveur au moment voulu. Riez de d'Annunzio et de Zeligowski, si vous voulez; mais Fiume est italienne et Viena polonaise. Dans le vie, on doit agir.—René Johannet.

## L'ENIGME RAMANOFF

Le grand-duc Cyrille vient de faire connaître qu'il n'était pas certain que le tsar Nicolas fût mort. Son incertitude tient à la diversité des récits que l'on a faits de la fin du malheureux Empereur qui fut notre ami fidèle et notre allié loyal. D'après un de ces récits qui a reçu, il y a deux ans, une immense publicité et auquel l'Humanité, après de longues réflexions, vient de donner le caractère d'un communiqué des Soviets, Nicolas II et tous les siens, sa femme, son fils malade, ses trois filles, son médecin et un matelot demeuré fidèle à l'infortuné, avaient été abattus à coups de revolver dans la grande salle d'une maison appartenant au marchand Ipatiew, où ils étaient détenus, dans la ville d'Ekaterinbourg. Après l'assassinat, les corps avaient été brûlés dans une clairière d'une forêt voisine.

Voici maintenant qu'un anarchiste présente les faits d'un tout autre manière. C'est un nommé Schébiennoff qui prétend avoir été "commandant en chef de troupes du Sud-Est et gouverneur militaire d'Ekaterinbourg." C'est en vertu des pouvoirs qu'il s'était ainsi arrogés que Schébiennoff, s'il fait l'en croire, aurait ordonné et fait exécuter l'assassinat du Tsar — du Tsar seul.

De toute la famille impériale Nicolas II, l'Impératrice et la grande-duchesse Olga avaient seuls été transférés à Ekaterinbourg, dit l'anarchiste qui se glorifie d'être un assassin: les autres enfants impériaux avaient été laissés à Tobolsk d'où la grande-duchesse Tatian put s'enfuir au Japon (avec l'aide de qui?) et d'où le tzarévitch Alexis fut enlevé "pour être amené près de son père et de sa mère" mais n'arriva pas à destination, car il mourut

en route (où? quand? devant quel témoin?).

Quelque temps après l'arrivée à Ekaterinbourg, la grande-duchesse Olga ayant été mystérieusement délivrée par "un garde rouge" (?), l'Empereur et l'Impératrice, que l'on tenait séparés l'un de l'autre, étaient les seuls détenus de la maison Ipatiew quand l'approche de l'armée tchéco-slovaque "inquiéta les anarchistes." Les populations, dit Schébiennoff, avaient conservé et osaient même manifester des sentiments de filialité à leurs anciens souverains et il était à craindre si l'Empereur était délivré, que, faisant appel à son peuple, il mit en péril la révolution. Cette considération détermina Schébiennoff à demander à Moscou l'autorisation de supprimer "le tyran."

Lénine aurait répondu, au dire de l'assassin, que Nicolas était un précieux otage, que la révolution était intéressée à le conserver—sans lui doute pour des marchandages futurs. Mais les "anarchistes" passèrent outre aux ordres du dictateur. Ils formèrent "un tribunal" où Schébiennoff eut pour collègues: un socialiste révolutionnaire, Velinski, un membre du comité central, du parti communiste, Berzine, et un nommé Vielodoroff qui est aujourd'hui membre du comité supérieur de l'économie à Moscou.

Ces quatre hommes qui se donnaient à eux-mêmes le droit souverain de vie et de mort rédigèrent, sans entendre leur victime, "un jugement" disant que "eu égard aux innombrables crimes dont l'évidence rendait toute discussion inutile. Nicolas Romanoff était condamné à mort et que vu le danger que son existence constituait pour la révolution, le despote devait être exécuté immédiatement." Aussitôt rendu, le "jugement" fut signifié "au condamné" par le commissaire Golodshokine, en présence certainement de Schébiennoff et, bien que le récit ne le dise pas, peut-être aussi en présence des trois autres "juges." Le Tsar, après quelques protestations, monta en automobile avec Golodshokine et "le délégué anarchiste Mouraieff." Conduit dans la forêt et descendu de voiture sur l'injonction de ses bourreaux, Nicolas II fut fusillé dans le dos. Ensuite, on brûla son corps dans la forêt.

Quant à l'Impératrice, à qui le Tsar n'avait pas pu dire adieu, elle disparut, dit Schébiennoff, tuée peut-être (il n'en est pas certain) d'un coup de bayonnette dans le ventre par un soldat de l'armée rouge, qu'elle avait calomnié en l'accusant d'une tentative de violence. C'est comme on a l'honneur de vous le dire; l'Impératrice avait calomnié ce brigand susceptible, et son crime de lèse-garde rouge avait été justement puni de mort!

Ce nouveau récit du crime a été fait par Schébiennoff lui-même à l'anarchiste français Maurice Vandamme, qui fit un voyage en Russie en 1920. On y retrouve la maison Ipatiew, indiquée dans le précédent récit, que l'Humanité vient enfin de publier, comme ayant été celle de l'assassinat; on y retrouve la clairière où, dans le précédent récit, les corps avaient été brûlés. Mais cette fois il n'y a qu'une victime, le Tsar, et ce n'est pas dans la maison qu'il a été assassiné, c'est dans la clairière.

Qui croire? L'anarchiste Vandamme, pour qui sait lire, a l'accent de la vérité quand il rapporte les confidences de Schébiennoff. Il est vraisemblable qu'il ait inventé tant de détails. Mais Schébiennoff n'a-t-il pas menti? Et, s'il a menti, pourquoi?

S'il a dit la vérité, le récit qui mettait le massacre de toute la famille impériale à la charge d'un nommé Iouriewski tombe. Et alors on se met à partager l'incertitude de l'archiduc Cyrille. Au lieu de six cadavres impériaux dont parlait le récit rendu officiel par l'insertion qu'en a faite l'Humanité, le récit dont Iouriewski est le héros, n'aurait pas eu substitué un autre individu à l'Empereur? Et cette Impératrice, épouse à qui on n'a pas permis de dire adieu à son mari? (pourquoi? craignait-on qu'elle ne le reconnût pas?) et ce grand-duc et ces quatre grandes-duchesses, qui ont disparu sans laisser de traces, des paysans ne les cachent-ils pas dans leurs isbas?

Nous ne le croyons pas. Et pourtant... Le fait que les gens de Moscou ont voulu après deux ans et plus que le massacre de toute la famille impériale entrât dans la classe des faits historiques indiscutables ne donne-t-il pas à penser?

Il est l'air de redouter ce qu'espère le grand-duc Cyrille. N'est-ce pas pour pouvoir crier à l'imposture, si Nicolas II, ou son fils ou tout autre des siens reparait, qu'ils leur dressent des actes de décès tardifs? En s'accusant eux-mêmes d'être des assassins, ils veulent l'occasion pour répondre à leurs victimes, si elles surgissent devant eux: "Vous n'êtes plus vivants, puisque nous vous avons tués."

Pourquoi cet aveu d'un crime dont il leur sera demandé compte? Quelle préoccupation, quelle peur les fait donc parler?

Enigme... MERMEIX (Le Gaulois)

OUI, MAIS... Gabrielle.—J'ai entendu ton mari dire qu'il conduisait tout dans la maison.

Alice.—C'est la vérité, seulement c'est moi qui conduis mon mari.

## LES CATHEDRALES

Elles imposent la paix par l'harmonie.

L'harmonie, dans les corps vivants, résulte du contre-balancement des masses qui se déplacent.

Il en est presque exactement de même dans les cathédrales. Leurs concordances et leurs équilibres sont absolument soumis aux lois de la nature, procèdent de l'ordre général.

Tout le monde sait que le corps humain, dans le mouvement, porte à faux. L'équilibre se rétablit par des compensations. La jambe qui porte, rentrant sous le corps, sert de pivot au poids entier et fait saut, en cet instant, l'unique et total effort. La jambe qui ne porte pas sert seulement à modérer, à moduler les degrés de la station et la modifie, soit insensiblement, soit rapidement, jusqu'à se substituer à la jambe qui porte et à la libérer. C'est ce que le peuple appelle "se défatiguer" en portant d'une jambe sur l'autre le poids du corps: ainsi une cariatide qui changera d'épaule son fardeau.

Ces indications un peu spéciales ne sont pas sans intérêt à propos des cathédrales, car ce sont ces portefaix compensés, instinctivement employés par la vie, qui ont inspiré les oppositions et les équilibres gothiques.

Les plans obtenus par ces grandes oppositions n'ont pas seulement un intérêt d'équilibre et de solidité. Ils déterminent aussi ces ombres profondes et ces belles lumières qui font à la cathédrale un si magnifique vêtement. Car tout se tient, le moindre élément de vérité appelle la vérité tout entière, et le beau n'est pas distinct de l'utile, quoi qu'en pensent les ignorants.

Ces grandes ombres et ces grandes lumières sont portées par les seules lignes essentielles, les seuls qui comptent de très loin, les seuls qui soient toujours sans maigrir et sans pauvreté, parce que la demi-teinte y domine. Et malgré leur puissance, pour mieux dire, à cause d'elle, ces lignes, ces plans sont souples et légers; car c'est la force qui produit la grâce, et il y a perversion du goût ou perversité de l'esprit à chercher la grâce dans la débilité.

Or, ce jeu du jour et de la nuit, cet emploi harmonieux de la lumière et de l'ombre, c'est le but et le moyen, c'est proprement la raison d'être de l'architecture. Et n'est-ce pas la fin suprême de la sculpture aussi? Elle peut trouver un motif plus immédiat et plus circonstancié dans les végétations, dans les animaux, dans la figure humaine; mais en dernière analyse, c'est bien toujours de la lumière et de l'ombre que le sculpteur pétrir et modèle, comme l'architecte: dans l'acceptation du grand art, on ne devrait parler de la statuaire que sous le nom d'architecture.

C'est en se réduisant à l'indispensable, dans l'expression de ses sentiments, que l'homme s'élève. Un chef-d'œuvre est nécessairement une chose très simple, car elle ne comporte que l'essentiel. C'est pourquoi tous les chefs-d'œuvre seraient tout naturellement accessibles à la foule si elle n'était pas perversité. Mais même à l'heure où les foules sont devenues incapables de comprendre, c'est pourtant avec le sentiment populaire, avec une "âme de foule" que l'artiste a conçu, et créé le chef-d'œuvre. Il a senti avec la foule, ne fut-elle qu'idéalement présente, ce qu'il a compris avec les maîtres: il redevient foule aussi pour reprendre par le cœur, par l'amour, ce qu'il avait saisi et pénétré par l'esprit.

Eh bien, cette architecture gothique qui suppose la foule qui est destinée à la foule, offre à l'ombre et à la lumière, à leurs infinies variations logiques, les plus riches éléments d'équilibre et de combinaison.

Lorsque l'un des deux plans opposés est dans la lumière, l'autre est dans l'ombre. Les deux plans, vastes par eux-mêmes, s'agrèment par leur opposition. L'antique s'exprime par des plans plus courts que les plans gothiques. Ceux-ci équivalent à d'épaisseurs profondes.

Comme tout cela est simple! L'essentiel seulement. La nature accepte avec joie cette occasion modeste et grande de déployer sa féerie: ombres douces, profondes demi-teintes, doux glissements, amoureuses caresses de la lumière.

Et jamais de noir. Les œuvres destinées au plein air doivent éviter le noir: il produit inévitablement la sécheresse. Le beau gothique a toujours bien soin de refuser au noir le moindre prétexte d'intrusion: de là le biais des voussures, l'évasement des porches, la saillie des contreforts sur la face, et en général tous ces plans obliques, par lesquels l'architecture provoque la demi-teinte. On retrouve ces biais dans les bas-reliefs et jusque dans les figures sculptées aux voussures des portes. C'est partout la même douceur intelligente et sensible, accompagnée de la même énergie.

Je voudrais faire aimer cet art merveilleux, concourir à préserver ce qui en reste encore d'intact, réserver pour nos enfants la grande leçon de ce passé que le temps gronde et j'essaie d'éveiller les esprits et les cœurs à la compréhension et à l'amour.

Mais je ne puis tout dire. Allez voir. Et surtout regardez avec simplicité.—Auguste Rodin.

## UNE VISITE

### CHEZ LE GENERAL LUDENDORFF

Les déclarations du général Ludendorff que nous transmet notre correspondant de Berlin, tendent à montrer que la solution du problème historique, posé entre les deux pays, réside dans la constitution de "grands intérêts communs franco-allemands." Ayant eu récemment l'occasion de dire ce que nous pensons de semblable politique, nous publions les déclarations du chef militaire allemand, à titre documentaire, et non point dans la pensée de corroborer certaines opinions légèrement émises, dans ces derniers jours, sur le renversement des ententes, etc.

Munich. La villa qu'habite le général Ludendorff, aux environs de Munich, donne, sur un petit chemin en pente et encadré de verdure, non loin des bords de l'Isar. Un bouquet d'arbres abrite les quelques villas voisines, que l'on aperçoit, le long de la route, au travers des grilles. Une atmosphère de calme plane sur ce coin retiré.

Le général Ludendorff m'a reçu dans le cadre paisible de sa demeure. A peine entrés dans le jardin avec mon compagnon, un grand industriel du Reich, ami de la maison, nous surprenons Mme Ludendorff, vêtue de blanc et portant un lourd arrosoir. Une fois les présentations faites, nous nous excusons d'avoir troublé les plaisirs champêtres de la Généralité.

Le salon où nous attendons "Son Excellence" est meublé avec goût, mais simplement. Plusieurs corbeilles de roses égayant cette pièce légèrement sévère. Sur les murs sont accrochés un portrait du maréchal Hindenburg avec une dédicace: "A mon fidèle conseiller," un pastel du "vieux Frédéric" et une peinture très bonne du général penché sur ses cartes d'Etat-Major. Sur une "onsole, adossée à l'un des murs, on a disposé tous les certificats de citoyens d'honneur, délivrés par environ vingt-cinq villes du Reich à l'ancien chef des armées allemandes.

Mais le général apparaît; il est en costume de travail, culotte courte et veste de couleur bleue. Le général s'en excuse avec un sourire, tandis qu'il me tend la main et m'offre ensuite des cigarettes.

L'ancien chef militaire a perdu beaucoup de l'embouppant qu'il avait pendant la guerre. Chez cet homme de cinquante-quatre ans, on sent la vigoureuse santé et la pleine force. Les yeux sont vifs. On devine sous ce large front une réelle énergie et une puissance de travail considérable.

Le général, auprès de qui je suis assis, cause maintenant, très affable. Son regard est enjoué, sa voix est légèrement dure.

A cours de la conversation, j'ai posé au général Ludendorff deux questions principales: —On suppose en France que les organisations particulières allemandes, à tendance militaire, sont dirigées contre la France. Que pensez-vous de ce sujet, votre Excellence?

La réponse fut: —J'ai déjà déclaré à plusieurs reprises que les armes et le matériel de guerre ont été complètement enlevés à l'Allemagne, que l'industrie allemande de guerre est détruite et que, déjà pour ces raisons, une guerre de l'Allemagne contre l'armée française, abondamment pourvue de tous les moyens modernes de combat, est une chose à laquelle on ne saurait songer avant un temps très lointain. "C'est pour moi quelque chose d'absolument incompréhensible, qu'il puisse y avoir quelconqu'un en France, qui voit un danger dans des organisations allemandes, qui se sont imposées la tâche de protéger l'Allemagne contre la révolution bolcheviste."

Comment interprétez-vous, mon général, le sentiment de haine contre la France, qui prend toujours une forme plus accentuée parmi le peuple allemand?

—Il est exact, me répondit le général Ludendorff que, depuis la fin de la guerre, l'antipathie s'est considérablement accrue contre la France. Je crois qu'il faut en chercher la cause dans la politique française.

L'histoire montre que la guerre est un dur métier et que le sort du vaincu est amer. Pendant et après la conclusion de la paix, la France a imposé au Reich des conditions accablantes et inexécutables, qui menacent l'existence du peuple allemand. La politique française a en outre blessé l'honneur national du peuple allemand et il n'est donc pas étonnant que les patriotes allemands aient été agités par ces procédés.

"Le peuple français et le peuple allemand ont souvent combattu l'un contre l'autre. Le sort diffère d'accord, à l'un et à l'autre, victorieux et défait. Chacune de ces deux nations a derrière elle un passé lointain et glorieux. Aucun de ces deux peuples n'a le droit de refuser à l'autre la considération, de même que moi, pendant la guerre, j'ai toujours honoré de ma haute estime la valeur des chefs de l'armée française."

"Les Français, de leur côté, voient une menace dans le relèvement de l'esprit patriotique en Allemagne. Pour cette raison, la France se croit contrainte à des mesures toujours plus dures contre le peuple allemand; ces mesures augmentent à nouveau l'animosité contre les Français."

"C'est à la France de faire le pro-

mier pas pour faire disparaître l'animosité du peuple allemand.

"Si la France, comme on me l'a assuré, commence enfin à s'apercevoir que la politique d'oppression contre l'Allemagne conduit les deux nations à la ruine, il faudra bien, tôt ou tard, qu'elle en vienne à changer sa politique à l'égard de l'Allemagne."

"Je suis convaincu que si l'on pouvait faire entrevoir au peuple allemand un nouvel avenir, basé sur de grands intérêts communs, avec la France, le peuple allemand travaillerait alors d'accord avec le peuple français au rétablissement de l'Europe, pour le plus grand bien des deux pays."

Dans le petit salon à demi-éclairé, la conversation s'est prolongée durant à peu près une heure.

La crainte principale du général Ludendorff est l'accroissement du mouvement communiste en Allemagne sous l'impulsion de Moscou.

L'ancien chef de l'armée allemande s'est longuement étendu sur les généraux français et il m'a dit entre autre: "J'ai été particulièrement étonné de voir que le général de Castelnau n'ait pas été nommé maréchal."

Je ne puis vous redire tous les détails de cet entretien remarquablement intéressant. Je le regrette, mais je m'y suis engagé.

Avant de me laisser prendre congé, le général Ludendorff me fit faire le tour du propriétaire et me montra ses rosiers, auxquels il s'intéresse spécialement. Durant cette courte promenade, deux grands chiens bergers batifolant joyeusement autour de leur maître.

J'ai finalement éprouvé la patience du général en sollicitant la faveur de fixer sur la plaque le souvenir de ma visite. Le général Ludendorff a fait droit à mon désir avec la plus aimable courtoisie.—De Villemus.

## L'AGONISANTE

C'était jour de visite à l'Hôtel-Dieu. Un homme d'une trentaine d'années, qui venait là sans doute pour la première fois, s'informa auprès du concierge.

—Pardonnez-moi, pouvez-vous m'indiquer la salle Sainte-Marie? Le portier jeta le renseignement d'une voix indifférente et l'homme traversa rapidement la cour, prit un escalier, suivit un long corridor pour s'arrêter enfin devant une porte au-dessus de laquelle il avait lu cette inscription: Salle Sainte-Marie.

C'était un colosse aux larges épaules, au front tûtu, mais dont les yeux étaient doux et le sourire très jeune. Il portait un collier de barbe, mais ses lèvres étaient soigneusement rasées. Cette particularité, jointe à son teint hâlé, faisait reconnaître en lui, à première vue, un marin.

Il revenait en effet de pêcher le thon sur les côtes d'Espagne. En débarquant à Camaret, il avait trouvé une lettre de sa mère, malade à Paris, où elle travaillait depuis que son mari avait péri en mer.

Il était parti aussitôt, emportant sa part de pêche dans sa grosse ceinture de cuir. A l'hôpital, où lui avait tout de suite donné de bonnes nouvelles; mais il avait dû attendre jusqu'au lendemain pour venir voir la convalescente à l'heure réglementaire. Bien qu'il fût à peu près hors d'inquiétude, il hésitait devant cette porte. Un sentiment d'angoisse irraisonnée lui étréignait le cœur à l'idée de toutes les souffrances accumulées dans ce lieu, et une odeur fade d'iodeforme, dont l'air était imprégné, augmentait encore son malaise et lui donnait la nausée.

Mais dès qu'il eut passé la porte, il fut rassuré par la propriété mélicieuse de la salle qui s'allongeaient devant lui comme une grande allée claire, toute bordée de lits blancs. Le parquet reluisant d'encastoume était traversé d'un coquet linoléum. Au chevet de quelques malades, des fleurs laissées par des visiteurs et soigneusement entretenues, mettaient une note presque joyeuse. Au-dessus de chaque lit, une pancarte portait le nom de la malade et celui de la maladie. La date d'entrée était inscrite et celle de la sortie restait en blanc. Cette ligne en blanc c'était pour les uns la guérison et pour d'autres la mort.

Une sœur, l'ayant aperçu, vint à lui d'un pas silencieux. —Il demanda le lit 18. —C'est vous qui êtes ce Charles qu'on attend avec tant d'impatience? répondit elle en souriant. Tout le monde ici vous connaît sous ce nom-là... Vous pouvez vous vanter d'avoir une maman qui vous aime! Son lit est au fond de la salle... Je vais vous y conduire.

Tout en marchant, la sœur lui donnait des détails sur la maladie de sa mère: —Votre maman, expliquait-elle, vient d'avoir une pneumonie du côté droit. C'est un mal souvent funeste aux personnes de son âge. Nous avions craint un moment que l'inflammation ne gagnât le côté gauche; elle s'en est tirée heureusement sans aucune complication.

—Alors, c'est vrai, balbutia Charles, j'aurais pu la perdre? —Il ne faut plus penser à ces tristes choses puisqu'elle est guérie maintenant. A l'émotion qu'il venait de ressentir en apprenant le danger qu'avait couru sa mère, Charles se rendit

compte du désespoir et du vide que sa mort lui aurait causés.

Il chercha quelque chose à dire et ne trouva que cette phrase: "Ma sœur, je vous dois bien de la reconnaissance pour tous les soins que vous lui avez donnés."

—Mais tous les malades ont droit à nos soins, interrompit la sœur, et votre mère est une si brave femme que c'est un plaisir d'avoir affaire à elle. Tenez, regardez-là qui vous a reconnu.

En effet, sa mère, qui venait de l'apercevoir, s'était soulevée sur son lit et lui faisait signe joyeusement, de loin, d'accourir vers elle.

Il se précipita dans les bras qu'elle lui tendait et fit résonner deux gros baisers sur ses joues amaigries. —Ah! mon pauvre Charles, j'ai bien cru que je ne le reverrais pas! —Et pourquoi donc? demanda-t-il en simulant l'étonnement et la tranquillité.

—J'ai été bien malade. J'ai failli mourir sans pouvoir l'embrasser. La visite que tu m'as faite, il y a six mois, a bien manqué d'être la dernière. C'était le jour de ma fête, tu te rappelles? J'étais si heureuse de t'avoir près de moi! Et quand tu es parti, je n'ai eu aucun mauvais pressentiment...

—Et tu avais raison. Nous nous retrouvons tous les deux en bonne santé. Tu verras comme nous allons être heureux! D'abord, je ne veux pas que tu restes ici. Dès que tu pourras sortir, je t'emmènerai au pays et nous ne nous quitterons plus. J'ai gagné de l'argent, je suis riche. J'ai de quoi acheter une barque pour pêcher tranquillement à mon compte! Tiens! pour commencer, regarde ce que je t'ai apporté...

Et tout en parlant, il étala sur le lit les cadeaux qu'il lui avait achetés. C'était des mouchoirs, un fichu, des bon-bons, une montre...

La vieille prenait chaque objet, le palpitait et s'exclamait: —C'est trop, Charles! tu as fait des folies, tu me gâtes...

Mais lui, la complimentait encore sur sa bonne mine, faisait des projets d'avenir, parlait de la mer, de ses voyages, du pays...

Autour d'eux, des formes décharnées se soulevaient dans les lits, des visages douleurux se penchaient curieusement—presque avec envie—pour mieux considérer le visiteur. Mais la mère et le fils, tout entiers au plaisir de se trouver enfin réunis, semblaient avoir oublié les êtres et objets environnants pour ne s'occuper que d'eux-mêmes.

—Tu ne peux pas imaginer, disait la vieille, ce qu'on souffre quand on se sent mourir seule au milieu d'étrangers. Tant que j'ai eu ma connaissance, j'ai pensé à toi. Je me disais: "Il est loin! Il viendra trop tard! Je ne pourrai pas l'embrasser une dernière fois!" Tout ce que je demande, c'est que tu me fermes les yeux!

Charles lui prenait la main et essayait de détourner le cours de ses pensées.

Mais elle continuait: —Vois-tu, là-bas, en face de moi, dans ce lit, il y a une vieille maman comme moi qui a aussi un fils qui voyage au loin. Mais elle ne connaît pas la joie de le revoir, car elle va mourir. "Tant qu'elle a eu des forces, elle n'a pas cessé de le demander à tous ceux qui l'approchaient, aux sœurs, aux internes, au directeur... On a fini par lui promettre qu'il serait ici aujourd'hui vers six heures. C'est ce qui la soutient, parait-il, jusqu'à présent. Car voilà huit jours qu'elle ne prend pas de nourriture et qu'elle brûle de fièvre. De puis qu'on lui a fait cette promesse, elle s'est calmée. Maintenant elle est assoupie; on croit qu'elle ne se rend plus compte de ce qui se passe autour d'elle. C'est bien heureux, car son fils ne viendra pas; il ne peut pas venir. Il est médecin sur un paquebot qui n'abordera que dans trois jours au Havre. Elle ne le reverra plus, plus jamais!"

—Pauvre femme! murmura le marin.

Et il eut la vision de sa mère mourant pendant une de ses longues absences. La convalescente avait deviné sa pensée.